PLAN D'ACTION DÉTAILLÉ D'ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE CANADA

aux recommandations formulées dans le **Rapport 7: Les subventions aux combustibles fossiles**, des Rapports de l'automne 2016 du vérificateur général du Canada

Numéro de référence dans le rapport	Recommandation du VGC	Réponse du Ministère	Description du résultat final prévu	Date d'achèvement prévue	Jalons importants (description/dates)	Organisation responsable/ point de contact (nom, poste, no de tél.)	Indicateur de réalisation (Pour l'usage du Comité seulement)
7.30	Pour favoriser l'élimination progressive et la rationalisation des subventions inefficaces aux combustibles fossiles, tel que le prévoit l'engagement du G20 pris par le Canada, le ministère des Finances Canada et Environnement et Changement climatique Canada devraient définir clairement comment ils interprètent le texte de l'engagement en fonction des particularités du Canada.	Recommandation acceptée. En appui à la prise de décisions du gouvernement concernant l'engagement du G20, le ministère des Finances Canada a adopté une approche holistique et systématique. Le Ministère a clairement défini la portée d'éventuelles subventions aux combustibles fossiles sur le régime fiscal en relevant et en analysant de manière systématique toutes les dépenses fiscales du gouvernement fédéral (mesures fiscales qui dévient du système fiscal de base au Canada) qui portent spécifiquement sur la production ou la consommation de combustibles fossiles (par rapport aux dispositions d'application générale) et qui procurent un traitement préférentiel aux contribuables concernés en comparaison avec les autres contribuables. Puis le Ministère a analysé ces mesures sur le plan de leur efficacité et d'autres aspects pertinents et cohérents à son cadre analytique habituel, afin d'encadrer la prise de décisions du gouvernement. Environnement et Changement climatique Canada a élaboré un plan visant à examiner les mesures non fiscales du gouvernement fédéral, en collaboration avec les organismes centraux et les ministères et organismes pertinents. Une partie de ce travail reposera sur la collaboration avec les ministères pour interpréter l'engagement en tenant compte de la conjoncture nationale du Canada.	En collaboration avec les ministères et organismes pertinents, ECCC élaborera une proposition qui sera soumise à l'examen des ministres, sur la façon d'interpréter cet engagement dans le contexte Canadien, et en fonction des options pour l'élimination ou la rationalisation des mesures non fiscales.	Automne 2017	L'approche approuvée d'ECCC à l'égard des mesures non fiscales du gouvernement fédéral comportera les étapes suivantes : 1) En consultation avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et le ministère des Finances Canada, ECCC déterminera les programmes qui pourraient être considérés comme des subventions aux combustibles fossiles. Une liste initiale des mesures non fiscales du gouvernement fédéral qui appuient le secteur des combustibles fossiles sera diffusée aux ministères afin d'être vérifiée et complétée. (Juin 2017) 2) ECCC mettra sur pied un groupe de travail avec les ministères et les organismes centraux en vue d'élaborer un cadre d'évaluation du respect de l'engagement (Le GT a été mis sur pieds au printemps 2017 et la composition du groupe sera élargie pour inclure d'autres ministères responsables à l'été 2017) 3) Le groupe de travail évaluera les mesures relevées en fonction du cadre et élaborera une proposition qui sera examinée par les ministres. (Automne 2017)	DGPS-DAE Warren Goodlet Directeur, Recherche Économique et Analyse Conjoncturelle Tél: 873-469-1500	

7.31	Le ministère des Finances Canada et Environnement et Changement climatique Canada devraient veiller à ce que les effets négatifs sur les plus démunis soient pris en compte au moment d'envisager des mesures pour éliminer progressivement ou rationaliser les subventions inefficaces aux combustibles fossiles.	Recommandation acceptée. La référence à l'engagement du G20 d'« accorder une aide ciblée aux plus démunis » et les autres références similaires dans les déclarations du G20 au sujet de « l'importance de fournir aux personnes dans le besoin des services énergétiques essentiels » traduisent l'intention selon laquelle les subventions aux combustibles fossiles, lorsqu'elles sont accordées pour alléger les impacts de la pauvreté, devraient idéalement faire place à d'autres moyens de soutien qui ne reposent pas sur le subventionnement de la consommation de combustibles fossiles. Les dépenses fiscales fédérales qui pourraient être considérées comme des subventions aux combustibles fossiles visent les producteurs et supportent l'exploration et l'aménagement des combustibles fossiles en grande partie pour desservir les marchés d'exportation. Ces dépenses fiscales n'ont aucun impact important sur les prix des combustibles fossiles, ceux-ci étant déterminés sur les marchés internationaux, et visent à soutenir la production plutôt que d'alléger la pauvreté. Dans la mesure où cela est pertinent quant aux mesures fédérales, le ministère des Finances Canada et Environnement et Changement climatique Canada veilleront à ce que les effets négatifs sur les plus démunis soient pris en compte lors de la prise de décisions découlant de l'engagement du G20.	Dans la mesure où cela est pertinent quant aux mesures fédérales, les effets négatifs sur les plus démunis seront pris en compte dans le plan d'action, les jalons et l'échéancier décrits ci-dessus en réponse au paragraphe 30.				